

rondes permettront de renouveler la réflexion sur la prévention des conflits, produiront des propositions d'action bien ciblées et susceptibles d'être mises en oeuvre si elles intègrent le souci de donner aux participants des moyens d'intervention efficaces. En bref, par sa proposition, le CECI entend contribuer à la prévention des conflits dans les pays africains de la Francophonie par la poursuite des objectifs suivants: sensibiliser les nouveaux acteurs politiques et sociaux à leur rôle dans la prévention des conflits, identifier dès leur origine les problèmes susceptibles de se transformer en conflits et outiller les intervenants pour une prévention et une gestion plus efficace des conflits. Le CECI commencerait à tenir des tables rondes au printemps 1997.

Au Sommet de Maurice, les chefs d'État, de gouvernements et de délégations ont tenu à déclarer leur volonté de poursuivre le renforcement de l'état de droit et de soutenir la démocratisation de la société politique et civile. Au Sommet de Cotonou, ils ont convenu d'utiliser pleinement tous les mécanismes régionaux de règlement pacifique des conflits et de contribuer au renforcement de la diplomatie préventive soutenue par l'ONU, notamment dans l'espace francophone. Le défi est là, qui sollicite la Francophonie.

L'intervention du président du CPF, Émile-Dertin Zinsou, faite en 1995, reste toujours actuelle : l'ampleur des progrès accomplis depuis l'ère des Sommets ne doit pas dissimuler les difficultés à surmonter pour parfaire l'édification institutionnelle de la Francophonie et lui donner les bases juridiques indispensables à la réalisation d'un véritable dessein politique francophone et multilatéral.

### **3) La dimension économique du Sommet de Hanoï**

Nos partenaires vietnamiens ont proposé un thème à caractère de développement économique pour le VII<sup>e</sup> Sommet. Nous entendons les suivre sur ce terrain difficile. Il faut que ce Sommet soit leur succès et aussi le nôtre. Aussi, entendons-nous les appuyer pleinement en dépit de la difficulté objective de faire de la Francophonie un véritable tremplin de développement économique.

Il convient d'admettre que la Francophonie n'a jamais vraiment réussi à trouver ses marques sur ce terrain quand ce ne serait qu'en raison des investissements lourds que ces objectifs évoquent. Nous persistons néanmoins à croire que des percées sont possibles sur ce front. Les « Assises de la formation technique et professionnelle » ainsi que le Sommet du Développement social de Copenhague sont autant de pistes qui nous pointent dans la bonne direction et prévoyant des interventions financièrement plus légères engendrant néanmoins des taux de retour massifs en terme de développement économique.

L'engagement à l'appui de ce nouveau thème ne saurait cependant se faire au détriment d'un suivi crédible de nos engagements du dernier Sommet. Ces rencontres ne seraient, en effet, que des feux de paille sans conséquence si le suivi de nos rencontres précédentes devait être balayé du revers de la main à la réunion suivante.

D'ailleurs, nous dirions qu'une bonne part des projets annoncés à Cotonou avaient déjà ces qualités de modernité et d'impact sur le développement. Nous ne pouvons malheureusement pas tout continuer, la situation des ressources étant ce qu'elle est. Le Canada entend, quant à lui, pour les projets financés à fonds liés, privilégier le maintien de ceux qui ont fait la preuve de leur viabilité, de leur popularité, et de leur capacité à attirer des financements multilatéraux d'appoint. Des choix difficiles devront, cependant, être faits.